

Les relations de dépendance entre croissance économique et équilibres écologiques

Alain Grandjean

Associé et Co-fondateur de Carbone 4

Membre du Comité de veille écologique de la Fondation Nicolas Hulot *

L'humanité a inversé son rapport à la nature en pensant "mettre au pas" cette dernière grâce à la science et à la technique. Une raison économique en est aussi la cause : les limites de notre système comptable.

Le paysan du Danube savait que sa survie dépendait entièrement de la nature ; il ne faisait dépendre de son travail et de son ingéniosité que les progrès de sa condition. Il savait ou *a minima* sentait en quoi il dépendait de la météo, du bon état des sols, du comportement des "nuisibles", petits ou gros... Nous avons perdu ce bon sens originel pour plusieurs raisons inter-agissantes. Et nous nous croyons indépendants de la nature ; plus exactement, nous agissons comme si nous adhérons à cette croyance extravagante.

Les faits sont têtus, dit le proverbe, et l'évidence de notre lien de dépendance nous prend aujourd'hui littéralement à la gorge. Inutile de s'attarder sur ce qui est maintenant bien connu : l'humanité est confrontée à des périls écologiques majeurs qui "font système". Le changement climatique, si nous continuons à l'alimenter par nos émissions croissantes de gaz à effet de serre, a des conséquences écologiques bien documentées et massives : montée des eaux, accroissement de l'intensité des événements climatiques extrêmes, fonte des glaciers et perturbation des régimes hydrologiques des grands fleuves, désertification, érosion de la biodiversité, perte de productivité des agro écosystèmes... Les conséquences économiques et sociales sont potentiellement effroyables : famines, manques d'eau, migrations climatiques, conflits. Ce changement climatique vient aggraver une situation écologique déjà reconnue comme tendue : manques d'eau, érosion de la biodiversité, épuisement annoncé

* Il est aussi auteur de : *Le plein s'il vous plaît*, Le Seuil, 2006 (avec Jean-Marc Jancovici) et *Environnement et Entreprises*, Village Mondial, 2006 (avec Dominique Bourg et Thierry Libaert).

des ressources halieutiques, pollutions encore lourdes notamment dans les pays émergents et en développement...

Est-il nécessaire de rappeler que nous avons besoin d'un air d'une composition très précise pour respirer sans mourir et sans tomber malade, que nous avons besoin d'insectes pollinisateurs pour disposer de produits alimentaires, de capacité de régulation et de régénération globales pour disposer d'un climat à peu près équilibré ? C'est assez clair et surtout bien compris depuis les travaux remarquables du *Millenium Assessment* ¹ qui a fait la synthèse des "services écologiques" rendus par la nature et les écosystèmes et qui a fait le diagnostic de leur affaiblissement général.

I. LE BON SENS N'EST PLUS DE SAISON

Que s'est-il passé pour que nous perdions tout bon sens ? Comment a-t-on pu croire à la fable techniciste ou scientifique qui donnerait à penser que nous pourrions entièrement nous passer de la nature et la remplacer par nos créations artificielles ?

Plusieurs raisons, avons-nous dit, s'entrecroisent.

Une raison spirituelle : notre rapport à la nature s'est inversé en quelques décennies. Nous vivons dans la peur des phénomènes naturels puissants que nous subissons sans les comprendre. Nous sommes entrés maintenant dans l'Anthropocène, selon le terme du prix Nobel Paul Crutzen : notre puissance d'impact sur la nature est de l'ordre de grandeur de celui des forces naturelles. Un exemple entre mille : nous déplaçons chaque année autant de matière que les tremblements de terre, les volcans et l'érosion naturelle. Nous avons la capacité de détruire les conditions de notre propre survie. En un mot, nous faisons jeu égal en termes de puissance avec une nature désacralisée. Nous sommes même convaincus que nous pourrions la mettre au pas et contourner toutes les contraintes qu'elle nous impose, qu'elles soient écologiques ou génétiques. Cela bouleverse notre rapport au monde, une manière de définir le spirituel.

Une raison culturelle : la majorité d'entre nous vivons dans des villes et ne vivons que dans un univers artificialisé et "intermédié". Ce que nous mangeons est issu de l'industrie : nous ne voyons pas pousser les plantes ni se nourrir les animaux dont nous nous nourrissons. Ce que nous savons est issu d'apprentissages intellectuels de plus en plus "virtuels", pas d'un contact direct avec les choses, dont nous avons perdu la sensation. Or, le bon sens ² est un "sens" issu d'un contact, d'une relation.

(1) Voir rapport sur le site : <http://www.millenniumassessment.org/en/Products.Synthesis.aspx>

(2) Nous ne visons pas à faire l'apologie générale du bon sens, vertu parfois conservatrice.

Dépendances et interdépendances : dans le champ des économies

Une raison scientifique et technique : nous avons mis au point des démarches pertinentes qui nous donnent accès à une compréhension de plus en plus fine de la nature et qui nous permettent de développer des techniques performantes et puissantes. Les succès spectaculaires de l'entreprise scientifique nous rendent confiants dans sa capacité future à triompher de tous les obstacles.

II. LA NATURE NE COMPTE PAS TANT QU'ELLE N'EST PAS COMPTÉE

Mais il y a aussi une raison économique sur laquelle nous allons nous arrêter ici plus longuement, en remontant aux principes mêmes de la comptabilité. En effet, la gestion des entreprises privées ou publiques et des administrations est basée sur la comptabilité. Au niveau macro-économique, l'indicateur phare de la santé économique est le PIB qui découle des comptes des entreprises. Et dans cet univers de gestion, ne compte que ce qui est compté. Or, la nature n'est pas comptabilisée comme nous allons le voir. Dès lors, elle ne compte pas, dans notre représentation de la vie économique.

La nature nous livre ses services au seul prix de notre peine ; elle ne se fait pas payer pour les services qu'elle nous rend ("bon gré, mal gré" !) ni pour les préjudices qu'elle subit. Notre comptabilité, née à une époque où la nature était vue comme infinie, et extérieure au monde économique, n'intègre donc aucun coût lié à la consommation de capital naturel, au sens large du terme. La destruction des ressources et l'atteinte majeure aux capacités de régulation de l'atmosphère ne font pas l'objet de provision pour dépréciation d'actifs dans nos comptes.

Ce que nous comptabilisons, ce sont toujours la contribution ou les profits des hommes dans la chaîne de production. En un mot, les coûts de la comptabilité consistent exclusivement d'un empilement de revenus humains³ soit sous forme de salaires, soit sous forme de "profits" (dividendes et autres revenus non salariaux, y compris rentes)⁴. Un coup de zoom le fera mieux voir : les achats, ce ne sont pas des salaires pour l'entreprise acheteuse mais, pour le fournisseur, ce sont des ventes qui ont, chez elle, pour contrepartie des salaires, des achats et des profits, etc. Autre exemple : les frais financiers, ce sont des éléments du produit bancaire pour une banque qui va, ensuite, les verser sous forme de salaires, d'achats, de dividendes et ainsi de suite.

Cette limite comptable est bien identifiée maintenant⁵ : de nombreux travaux

(3) Le PIB est égal au revenu intérieur.

(4) *i.e* : l'argent que gagne, par exemple, un propriétaire foncier du seul fait de la valeur du terrain ou des ressources qui sont dans le sous-sol et/ou celles auxquelles il peut accéder et qu'il peut céder.

(5) Voir par exemple : Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, Les nouveaux indicateurs de richesse, La Découverte, 2005. Jean Gadrey fait partie du groupe de travail piloté par Joseph Stiglitz pour proposer des indicateurs complémentaires au PIB.

internationaux sont menés pour la dépasser. Néanmoins, elle nous a orientés longtemps et continue à nous orienter. Parce que nous n'avons pas les instruments nécessaires, nous continuons à ne pas voir que nous détruisons le socle duquel dépendent notre survie et, bien évidemment, nos progrès. Sans nature, pas de PIB et évidemment pas de croissance du PIB.

L'impact de la comptabilité sur notre rapport à la nature est d'autant plus déterminant pour notre propos que les insuffisances de la comptabilité sont liées intrinsèquement à ce qui a fait la puissance du capitalisme et qui est l'une des raisons de notre divorce d'avec la nature. Ses insuffisances sont liées à ce qui en fait sa force : le système capitaliste a le génie de mobiliser les intérêts humains, de les organiser, de permettre leur expression d'une manière très raffinée. Les instruments juridiques, financiers et comptables de ce système permettent de faire face avec créativité à des situations d'une variété infinie.

La comptabilité est née et s'est développée pour mesurer aussi finement que possible l'enrichissement de l'entreprise et, maintenant, du fait de la domination des référentiels comptables d'origine anglo-saxonne, l'enrichissement de l'actionnaire (appelé création de valeur⁶, ce qui ne manque pas de sel !), elle mesure un patrimoine et des flux annuels de revenu. Agrégée au niveau d'une nation, elle mesure le PIB, considéré parfois comme la richesse du pays. Erreur funeste : le capital naturel, infrastructure essentielle à la vie, n'est dès l'origine pas compté car il n'est pas un élément du patrimoine (au sens juridique), de la richesse de l'actionnaire ou de l'entreprise. Ce n'est pas plus un élément déterminant de son intérêt... C'est même plutôt, pour la majorité des chefs d'entreprise, un empêchement de tourner en rond et une source de perte de valeur (ou *a minima* de "création insuffisante de valeur").

Les économistes ont compris, depuis longtemps, ce problème. Mais ils sont, en majorité, partis d'une représentation qui met au cœur de l'économie les hommes, leurs interactions et leur "utilité" (terme neutre signifiant, en gros, leur satisfaction). Cette approche ne peut que conduire à considérer comme externes à l'économie les sujets d'environnement (l'environnement est, d'ailleurs, ce qui environne, pas ce qui est au centre !), d'où le terme d'externalité pour essayer d'approcher ces questions. Quand une pollution tue des abeilles, l'économiste cherche à évaluer les dommages sur les apiculteurs qui vont subir, de ce fait, une baisse de revenus. Ce dommage est un effet externe car il n'a pas de prix *a priori* (pour l'éternelle raison que

(6) Le mot valeur a un double sens et renvoie, bien sûr, à l'univers éthique. Quand l'entreprise crée de la valeur, est-elle nécessairement "responsable", ce qui est le terme générique aujourd'hui pour désigner une entreprise qui tient compte de ses impacts sur les parties prenantes et l'environnement ? On peut en douter... La création de valeur financière n'a aucune raison *a priori* d'être corrélée (ni positivement ni négativement) avec la responsabilité sociétale.

les abeilles n'envoient pas de facture pour préjudice). L'économie de l'environnement vise donc à "internaliser" ces effets externes en leur donnant un prix par divers mécanismes (la fiscalité écologique, les quotas transférables notamment).

Un exemple : il est toujours possible (et c'est très utile) de donner un prix à un bassin versant qui permet de fournir une eau de qualité aux habitants. Si ce bassin versant est pollué, la collectivité devra réaliser des travaux pour arriver à une qualité d'eau voisine, qui se traduira pour les habitants par un coût. Cette approche est pertinente quand ces effets externes sont "marginiaux". Ce qui est d'ailleurs explicitement reconnu par les économistes qui travaillent dans cette optique. Elle est, en revanche, complètement inadaptée quand ils deviennent centraux : comment donner un prix à la destruction de la biosphère ?

III. RÉPARER LA PLANÈTE

Notre connaissance de la nature, des limites de ses ressources et de ses capacités de régulation s'est développée fortement dans les dernières années, au fur et à mesure de la pression de l'homme et des progrès de la connaissance scientifique. Il devient évident que l'humanité ne pourra continuer sur un scénario "*business as usual*" qui liquide lesdites ressources et capacités en quelques décennies et rend la terre inhabitable pour quelques milliards d'êtres humains. Mieux (ou pire ?), il appartient maintenant à l'humanité de réparer la nature ⁷, voire de produire le monde ⁸. C'est à l'évidence une "nouvelle alliance" entre l'homme et la nature qui doit se développer pour que les liens de dépendance entre l'économie et l'écologie évidents aux yeux des biologistes le deviennent autant pour les chefs d'entreprise et les dirigeants politiques. Cela suppose probablement une révolution spirituelle et culturelle, comparable à celle qui a été provoquée par la révolution industrielle, comparable aussi à celle qu'a connue l'humanité quand, au "néolithique", elle s'est sédentarisée.

Cela suppose aussi une évolution de nos systèmes comptables et économiques qui devront mettre en leur cœur et non en périphérie notre dépendance à la nature. Si l'économie se considère comme la science des ressources rares, elle doit se concentrer sur les "nouvelles raretés" que sont les ressources naturelles et tous les services écologiques rendus par la nature. Nous allons devoir organiser nos activités de manière à réduire drastiquement notre pression sur les ressources non renouvelables et à limiter celle sur les ressources renouvelables (qui ne le sont, en général, que dans certaines limites). Nous allons devoir

(7) Maximilien Rouer et Anne Gouyon, Réparer la planète - La révolution de l'économie positive, JC Lattès - BeCitizen, 2007.

(8) Hervé Juvin, Produire le monde pour une croissance écologique, Gallimard, 2008.

redécouvrir une "économie circulaire", redécouvrir car c'est une découverte naturelle : les déchets des uns sont des ressources pour les autres. L'une des grandes tâches de l'économie est et va être de plus en plus de rendre attractif ces nouveaux modèles. Comment faire en sorte, par exemple, qu'un prestataire énergétique gagne plus d'argent à faire économiser de l'énergie qu'à en faire dépenser. Même question pour l'eau : quel modèle contractuel inventer qui incite les acteurs à cesser de gaspiller ? Il va falloir proposer des outils pour que la valeur des services écologiques pénètrent vraiment dans les systèmes de prix pour devenir des éléments de décision micro-économiques. Il ne s'agit pas d'un idéal inatteignable. Alain Quinet⁹, Président de la Commission sur la valeur tutélaire du carbone, a proposé des valeurs progressivement croissantes pour les émissions de gaz à effet de serre. Concernant les outils, les économistes ont mis, comme on l'a dit plus haut, au point des instruments variés qui se mettent en œuvre comme les écotaxes ou les permis d'émission¹⁰. Bien utilisés (c'est-à-dire avec leurs limites explicitées et dans le cadre d'une vision d'ensemble), ces outils peuvent contribuer à donner des incitations convenables aux agents économiques.

En même temps, la comptabilité doit faire sa révolution. La tendance actuelle, tirée par les systèmes anglo-saxons, et imitée par les règles IFRS est à l'ultra court terme. Le rêve des référentiels "ultra libéraux" serait que la valeur de l'entreprise (et de ses participations financières) soit mise à jour en temps réel. C'est ce qui conduit les banques à réévaluer leur bilan, dès que la bourse fait baisser la valeur des titres possédés. Les conséquences en cascade de ce type de méthodes commencent à être dénoncées¹¹.

Une nouvelle approche doit être initiée de sorte que les actifs naturels qui sont exploités par des entreprises soient évalués, leur "réparation" valorisée et leur destruction traduite par des dépréciations comptables. Les difficultés ne manquent pas. Mais a-t-on le choix ? Peut-on croire que nos sociétés continueront à se développer, voire qu'elles puissent même simplement survivre démocratiquement, avec un système de représentation de l'activité et un système d'incitations qui, de fait, est au mieux indifférent à la destruction de sa base physique et écologique ?

Beau chantier en perspective !

(9) La valeur tutélaire du carbone, Centre d'analyse stratégique, 2008.

(10) Près de la moitié des émissions de CO₂ en Europe sont soumises à ce système.

(11) Voir par exemple : Patrick Artus et Marie-Paule Virard, Globalisation - Le pire est à venir, La Découverte, 2008.